JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU SENEGAL

PARAISANT LE SAMEDI DE CHAQUE SEMAINE

ABONNEMENTS ET ANNONCES	TARIF DES ABONNEMENTS				ANNONCES ET AVIS DIVERS
Pour les abonnements et les annonces s'adresser au directeur de l'Imprimerie nationale à Rufisque.	VOIE NORMALE		VOIE AERIEENNE		La ligne 1.000 francs
	Six mois	Un an	Six mois	Un an	
Les annonces doivent être remises à l'Imprimerie au plus tard le mardi. Elles sont payables d'avance.	Sénégal et autres Etats de la CEDEAO 15.000f		31.000f.	-	Chaque annonce répétée ... Moitié prix
	Etranger : France, RDC R.C.A. Gabon, Maroc. Algérie, Tunisie. -		-	20.000f. 40.000f	
Toute demande de changement d'adresse ainsi que les lettres demandant réponse devront être accompagnées de la somme de 175 francs	Etranger : Autres Pays		-	23.000f 46.000f	(Il n'est jamais compté moins de 10.000 francs pour les annonces).
	Prix du numéro Année courante 600 f		Année ant.	700f.	
	Par la poste : Majoration de 130 f par numéro		Par la poste -		
	Journal légalisé 900 f		-	-	Compte bancaire B.I.C.I.S. n° 1520 790 630/81

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

2021		
22 janvier	Décret n° 2021-65 modifiant le décret n° 69-667 du 10 juin 1969 portant application de la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 relative à l'état d'urgence et à l'état de siège	63
22 janvier	Décret n° 2021-66 proclamant l'état de catastrophe sanitaire dans les régions de Dakar et de Thiès	64

PARTIE OFFICIELLE

DECRETS

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Décret n° 2021-65 du 22 janvier 2021 modifiant le décret n° 69-667 du 10 juin 1969 portant application de la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 relative à l'état d'urgence et à l'état de siège

RAPPORT DE PRESENTATION

Le décret n° 69-667 du 10 juin 1969 a eu pour objet de fixer les modalités d'application de la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 relative à l'état d'urgence et à l'état de siège.

Or, en vue de faire face aux situations de crise sanitaire, liées surtout à la propagation rapide de la pandémie de la Covid-19 et à la survenance de catastrophes naturelles, la loi n° 2021-18 du 19 janvier 2021 a procédé à la modification de la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 relative à l'état d'urgence et à l'état de siège, en y ajoutant un titre IV intitulé « Gestion des catastrophes naturelles ou sanitaires » comportant les articles 24 et 25.

Ainsi, la loi n° 2021-18 du 19 janvier 2021 précitée a instauré, outre l'état d'urgence et l'état de siège, un nouveau régime relatif à la gestion des catastrophes naturelles ou sanitaires qui habilite désormais l'autorité administrative compétente à prendre les mesures visant à assurer le fonctionnement normal des services publics et la protection des populations, sans qu'il soit nécessaire de proclamer l'état d'urgence.

Ces mesures sont prises par le Président de la République qui peut déléguer ses pouvoirs aux ministres, gouverneurs et préfets.

Dans un tel contexte, il a paru nécessaire de fixer les modalités de mise en œuvre du nouveau régime de gestion des catastrophes naturelles ou sanitaires, en modifiant le décret n° 69-667 du 10 juin 1969 susvisé, par l'ajout des articles 6-1 à 6-5.

Le présent projet de décret, pris en application des articles 24 et 25 de la loi n° 69-29 du 29 avril 1969 modifiée, apporte des précisions relatives à la consistance des situations de catastrophes naturelles ou sanitaires, à la détermination des autorités administratives compétentes et à la nature des mesures à ordonner en vue d'assurer le fonctionnement normal des services publics et la protection des populations.

Telle est l'économie du présent projet de décret.